

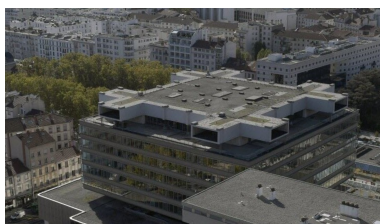
<http://pierre-alainmillet.fr/Le-discours-de-la-dette-est-le-discours-des-rentiers-pas>



conseil de la métropole du 15 décembre 2025

# **Le discours de la dette est le discours des rentiers, pas des travailleurs qui produisent**

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Date de mise en ligne : lundi 15 décembre 2025

---

**Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés**

---

**Le budget primitif 2026 de la Métropole de Lyon, un peu plus de 4 milliards d'euros, près de 3 pour le budget principal confirme une situation un peu plus favorable au niveau des recettes de DMTO qui gagnent 72M€ sur 2025 et de la CFE qui gagne 13M€, mais une nouvelle baisse des dotations de l'état, et au total une perte de 70M€ due au budget de l'état, pour la deuxième année de suite.**

**Il reste dans une grande incertitude sur le budget national et l'obsession de Bercy pour faire les poches des collectivités en laissant croire qu'elles seraient la cause d'une dette de l'état qui doit tout au contraire, aux pertes de recettes liées aux cadeaux fiscaux à toujours les mêmes, je ne vois pas quoi dire de plus qu'en février dernier sur ce discours de la dette, une arme de destruction massive de tout débat démocratique.**

**Avec un effort limité de réduction de 3% du déficit par an, avec une croissance pas extraordinaire de 3% par an, une politique accommodante de la BCE de taux à 2%, et une inflation à 5%, en 20 ans, la moitié de la dette sur PIB aurait disparu, avec une inflation à 9%, celle de ma jeunesse, il suffit de 10 ans ! Par contre, sans inflation et sans croissance, la dette ne peut qu'augmenter !**

**Mais pourquoi nous faire peur avec l'inflation ? Parce-que les salariés seraient gagnants, surtout s'ils ont empruntés, et les propriétaires croient être des perdants, parce-qu'ils auraient l'impression que leur biens auraient moins de valeur. Et plus ils sont gros, plus ils auront l'impression de perdre le poids qu'ils ont sur la société. Avec la dette, c'est la valeur relative des actifs qui se déprécie. Les plus gros ne deviennent pas pauvres pour autant, mais ils ne sont plus les seigneurs.**

**Oui, il faut le répéter à chaque occasion, les premiers profiteurs de la dette sont les prêteurs qui s'enrichissent en dormant. Le discours de la dette est le discours des rentiers, pas des travailleurs qui produisent.**

Ce budget 2026 permet, en maîtrisant l'augmentation des dépenses de fonctionnement, de redresser notre épargne brute, pas suffisamment pour accompagner la hausse des remboursements de capital. Notre capacité de désendettement se stabilise et nous avons tous conscience qu'il y a un enjeu à la réduire, donc à dégager des marges nouvelles dans un contexte national malheureusement très difficile et incertain.

Cela dit, j'évoquais en introduction le bilan du mandat, quelques éléments de comparaison entre les budgets primitifs 2020 et 2026â€!

Sur la période l'inflation est de 16% et la hausse des dépenses de fonctionnement de 23%. Nos recettes sont en hausse de 9%, en dessous donc de l'inflation. La part des dotations de l'état est quasi stable de 473 à 474M€, donc une perte de 15%.

Après les crises sanitaire, énergétique et financière, on pourrait craindre une hausse de la dette, pas du tout.

L'encours était de 2085M€ en 2020 et même de 2188M€ en 2018. Le budget 2026 nous annonce 2039M€, 4% en dessous de 2020. Et pourtant, Mr Brum, 2019-2020, c'était avant les crises, le bon temps avec un taux moyen d'emprunt nettement en dessous de 2%â€!

Malgré cela, notre autofinancement se redresse à 276M€ pour 408 en 2020, pas loin des 312M€ de 2019. Les dépenses de personnels tenant compte des évolutions réglementaires nationales et de notre agenda social significatif restent maîtrisées, passant de 476 à 541M€ soit une hausse au niveau de l'inflation. Les syndicats ont bien raison de dénoncer la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires et la nécessité de revalorisation du point d'indice et de métiers pour lesquels il y a urgence, comme dans la petite enfance.

Pour une dernière année de mandat, l'investissement était prévu à 700M€ en 2020, nous ne sommes pas loin avec 668M€ en 2026.

Les dépenses progressent de manière différenciée, bien loin des polémiques médiatiques. L'aménagement du territoire est en hausse de +37%, suivi de l'environnement avec +24%, loin des transports et mobilités qui n'augmentent que de 10%.

Pour l'aménagement du territoire, c'est la politique de la ville qui double de 30 à 57M€ et l'aménagement des espaces publics qui double de 56 à 117M€, le développement urbain, en hausse de 46%. Nous savons que c'est la cause de très nombreux chantiers avec leurs perturbations, mais qui auront un fort impact sur la qualité du cadre de vie urbain.

Les dépenses de solidarité augmentent, mais celles pour l'habitat diminuent en lien avec la crise immobilière, au total, le domaine solidarité habitat est au niveau de l'inflation. C'est peut-être le défi de demain, dans un contexte de politique nationale du logement totalement réactionnaire.

Le domaine « Economie, insertion, éducation, culture, sport » est très contrasté avec une hausse limitée à 7%, mais de fortes différences. Le volet insertion et emploi augmente de 18%, mais les dépenses d'éducation baissent. Bien sûr, il faudrait regarder sur l'ensemble du mandat, mais cela nous confirme une question à mettre en débat. L'éducation est un enjeu prioritaire pour sortir des fractures qui divisent notre société, tout se joue aux collèges comme on dit. Ce n'était pas le sujet dominant des années covid, canicules ou énergétiques, mais c'est pour nous un défi pour demain.

En conclusion, cette petite comparaison nous dit deux choses. La métropole s'est transformée. Le débat sur le bilan est légitime pour orienter ce qu'il faudra faire demain, mais le discours du catastrophisme d'une métropole en perdition est un discours d'extrême-droite, sans rapport avec le réel. Si les priorités politiques du mandat se retrouvent dans ce budget, Mr Artigny a assuré après Mr Brum une continuité de sérieux de gestion. Le cadre général est de toute façon dominé par les crises et les politiques nationales qui s'imposent à toutes les collectivités et sur-lesquelles, les grandes associations d'élus, tout bord confondus, se retrouvent pour interpeller l'état.